

PRÉFET DE LOIR-ET-CHER
Direction régionale l'environnement,
de l'aménagement et du logement
du centre
N°2010-271-15

ARRETÉ PREFECTORAL
du 28 septembre 2010

Objet : Arrêté de prescriptions complémentaires

Prescrivant à la commune de Montoire-sur-le-Loir des mesures de réhabilitation pour la remise en état de l'ancienne décharge communale située au lieu-dit « Les Galliennes » à Montoire-sur-le-Loir

Le préfet de Loir-et-Cher,

Vu le Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et L.512-7 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03-057 du 20 février 2003, imposant à la commune de Montoire-sur-le-Loir de procéder à une information sur la qualité des eaux souterraines et de clôturer le site de l'ancienne décharge exploitée sur le territoire de la commune au lieu-dit « Les Galliennes » ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 03-1665 du 20 mai 2003, imposant à la commune de Montoire-sur-le-Loir de mettre en place une surveillance des eaux souterraines et de réaliser une évaluation des risques relative à l'ancienne décharge communale des « Galliennes » sur le territoire de la commune de Montoire-sur-le-Loir ;

Vu la circulaire du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire en date du 8 février 2007 adressée aux Préfets de départements, relative aux sites et sols pollués et aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;

Vu la délibération du conseil municipal de Montoire-sur-le-Loir concernant la réhabilitation de l'ancienne décharge des Galliennes et une demande de subvention (délibération n° 10.05.2002) ;

Vu les études préalables à la réhabilitation de l'ancienne décharge municipale de 2002 et 2003 réalisée par la société AGATE ;

Vu le rapport d'investigations complémentaires et l'évaluation simplifiée des risques de la nappe du cénomanién d'octobre 2004, réalisée par la société AGATE ;

Vu le diagnostic complémentaire et l'évaluation des risques sanitaires du 7 avril 2008, réalisés par la société BURGEAP (Rapport n° RTr192/A.190088/CrZ0706673) ;

Vu la lettre du maire de Montoire-sur-le-Loir du 05 décembre 2008 confirmant son engagement à réaliser en 2009, la réhabilitation de l'ancienne décharge municipale selon un échéancier défini ;

Vu le rapport du 29 juin 2009 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 9 juillet 2009 ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à M. le Maire de Montoire-sur-le-Loir par courrier du 15 juillet 2010 ;

Vu le courrier du 17 juillet 2009 de monsieur le Maire de Montoire-sur-le-Loir demandant le report des délais du projet d'arrêté préfectoral présenté au CODERST du 9 juillet 2009 ;

Vu le plan de gestion AGATHE de juillet 2010 amendant le rapport Burgeap n°RT192/A.190088/CrZ0706673 sur la stratégie de réhabilitation de la décharge de Montoire-sur-le-Loir;

Vu la communication du projet d'arrêté faite à monsieur le Maire de Montoire-sur-le-Loir par courrier du 15 juillet 2010 ;

Vu le courrier de réponse du maire de Montoire-sur-le-Loir sur le projet d'arrêté en date du 3 août 2010 ;

Vu la communication du projet d'arrêté aux propriétaires des parcelles cadastrales ZN n° 2b et 113 de la commune de Montoire-sur-le-Loir et leur consultation sur le plan de gestion susvisé relatif à la réhabilitation de la décharge de Montoire-sur-le-Loir ;

Considérant que les investigations menées ont mis en évidence dans les sols, la présence de divers déchets (ordures ménagères, déchets verts, déchets industriels banaux et spéciaux,...) sur le site ;

Considérant que les investigations menées ont mis en évidence dans les eaux souterraines, en aval hydraulique du site, une pollution pour les paramètres suivants : Fer, manganèse, nickel, hydrocarbures C10-C40, sulfates, nitrites et nitrates ;

Considérant que l'étude des risques sanitaires a conclu à l'acceptabilité des risques pour des travailleurs adultes (employés chargés de l'entretien du site) et des adultes et enfants qui utiliseraient le site (présence 2 heures par jour) ;

Considérant que l'étude des risques a conclu que la qualité des eaux souterraines au droit du site et en aval immédiat n'est pas compatible avec un usage sensible ;

Considérant qu'il convient de mettre en œuvre des mesures de remise en état du site, telles que préconisées dans le diagnostic complémentaire et l'évaluation des risques sanitaires du 7 avril 2008 susvisés ;

Considérant que le nouveau plan de gestion susvisé reprend les principes définis dans l'étude BURGEAP susvisée et qu'il ne remet pas en cause l'économie générale du projet au regard de la préservation des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le Maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir a donné un avis favorable à la notification du projet d'arrêté par courrier du 3 août 2010 ;

Considérant que les propriétaires des parcelles cadastrées ZN n° 2b et 113 ont été consultés sur le plan de gestion susvisé et qu'en l'absence d'observation de leur part dans le délai imparti, leur avis est réputé favorable ;

Considérant dès lors qu'il convient d'imposer des mesures de remise en état, des mesures de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la mise en place de servitudes d'utilité publique pour conclure à l'acceptabilité des risques ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Loir et Cher,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir, située, 18 Place Clémenceau à Montoire-sur-le-Loir (41800) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté préfectoral pour la remise en état de l'ancienne décharge municipale au lieu-dit « Les Gallicennes » et s'appuie sur les propositions de gestion mentionnées dans le diagnostic complémentaire et évaluation des risques sanitaires n° RT192/A.190088/CrZ0706673 du 7 avril 2008 réalisé par société BURGEAP et sur le plan de gestion du 10 juillet 2010 de la société Agathe.

Les parcelles concernées entièrement ou pour partie par l'emprise de la décharge sont les suivantes :

Section	Commune	N° Parcelle
ZN	MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	2b
ZN	MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	113
ZN	MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	4
ZN	MONTOIRE-SUR-LE-LOIR	5

Article 2 : Protection des Intérêts

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Remise en état du site**Article 3.1 : Accès au site**

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir met en place une clôture de 2 mètres de hauteur au moins, sur l'ensemble du périmètre du site afin d'éviter l'intrusion de personne non autorisée ou le dépôt de déchets sur le site. Les interdictions d'accès et de dépôts de déchets sont signalées par des panneaux informatifs.

Article 3.2 : Massif de déchets**Article 3.2.1 : Comblement des vides de fouille**

Le vide de fouille restant est comblé pour ramener la parcelle à niveau par rapport aux parcelles extérieures.

Les vides de fouilles issus du déplacement des déchets pour former un dôme penté, sont comblés par les terres entreposées sur le site et des matériaux d'apport pour se rapprocher du niveau des parcelles avoisinantes.

Article 3.2.2 : Couverture

La surface de la décharge est recouverte par une couche de matériaux sains et peu perméables, d'une épaisseur minimale de 50 cm, avec en pied de décharge une couverture d'épaisseur réduite de 0.1 à 0.4 m d'épaisseur. La couverture présente une pente minimale de 3% permettant de diriger les eaux de ruissellement vers les dispositifs de collecte. Cette pente ne doit pas provoquer de risque d'érosion de la couverture en place.

La structure de la couverture comprend une couche de fermeture pour isoler les déchets et une couche de finition permettant la revégétalisation du site.

Article 3.2.3 : Remodelage de la couverture finale

La surface de la couverture finale de la décharge est modelée en forme de dôme.

Article 3.2.4 : Fossés périphériques

Un dispositif de drainage est réalisé pour permettre l'écoulement des eaux météoriques vers les fossés puis vers un bassin de décantation suffisamment dimensionné. Ce dernier est raccordé aux fossés existants.

Article 3.2.5 : Revégétalisation

La revégétalisation du site est réalisée en laissant les espèces pionnières coloniser le site, éventuellement appuyées par un amendement et renforcé par un entretien régulier. La colonisation spontanée est réalisée dans les mêmes types de végétation que les parcelles voisines.

Article 3.3 : Contrôle de la qualité des eaux souterraines

1. Dans un délai de 9 mois à compter de la date de notification du présent arrêté et sur la base d'une étude hydrogéologique complémentaire, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir propose au préfet de Loir-et-Cher l'implantation d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines nécessaire ;

Au suivi de l'évolution qualitatif des eaux souterraines entre l'amont et l'aval hydraulique immédiat de la décharge compte tenu du sens d'écoulement des souterraines (réseau de suivi) ;

Au contrôle de la qualité des eaux souterraines à l'aval hydraulique éloigné du site en limite de la zone de servitudes relatives à l'usage des eaux souterraines (réseau d'alerte).

2. Dans un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir met en œuvre les réseaux piézométriques, procède à une analyse de la qualité des eaux souterraines sur tous les ouvrages de surveillance et respecte les dispositions de l'annexe I du présent arrêté.

3. Dans un délai de 3 mois à compter de la date de fin de réalisation des réseaux de surveillance qualitative des eaux souterraines, les caractéristiques de tous les ouvrages (profondeur, caractéristiques de la crépine,...) ainsi que leur n° BSS seront communiqués à l'inspection des installations classées.

Article 3.4 : Servitudes

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir transmet au Préfet de Loir-et-Cher, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de demande d'institution de servitudes d'utilité publique à instituer sur site et hors site, conforme aux dispositions des articles R.515-24 à R.515-31 du code de l'environnement.

Article 3.5 : Suivi post-réhabilitation de la décharge

A l'issue des travaux de réhabilitation de la décharge, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir engage un programme de suivi post-réhabilitation. Ce programme a pour objet de s'assurer de la réussite et de la pérennité des travaux réalisés et comporte a minima les mesures périodiques suivantes.

1. Milieu naturel :

Contrôle visuel de la prise de végétation, retour des espèces végétales et animales,...

2. Décharge :

Contrôle visuel régulier des aménagements réalisés ;

Contrôle des phénomènes d'érosion ;

Contrôle de l'état et de la stabilité de la couverture ;

Contrôle de l'état des fossés et des exutoires ;

Comblement des tassements différentiels de la couverture avec remodelage de cette dernière.

3. Site :

Entretien périodique du site (curage des fossés, fauchage de l'herbe, état de la clôture, entretien du bassin de décantation,...);

4. Périodicité :

Les opérations de contrôle et d'entretien sont réalisées au moins une fois par an.

5. Suivi :

Les données du suivi collectées annuellement sont, analysées et interprétées aux fins de vérifier l'efficacité des travaux de réhabilitation. En fonction des résultats, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir met en œuvre des actions correctives et/ou curatives.

Les données du suivi collectées annuellement sont enregistrées, conservées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4 : Restitution de la réalisation des mesures de réhabilitation

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir transmet un rapport d'exécution (article 3.1 et 3.2 du présent arrêté) et de contrôle des mesures de remise en état de la décharge à la préfecture de Loir-et-Cher à la fin de la mise en œuvre du plan de réhabilitation. Le rapport intègre la campagne d'analyse des eaux souterraines prévue au paragraphe 2 de l'article 3.3 du présent arrêté.

Article 5 : Echancier

Le maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir transmet au préfet de Loir-et-Cher et/ou à l'inspection des installations classées, pour avis, les documents suivants à compter de la notification du présent arrêté :

Articles	Objet des documents	Destinataires	Délais/périodicité (à compter de la notification du présent arrêté)
Article 3.3 paragraphe 1	Proposition d'implantation des piézomètres	Préfet de Loir et Cher	9 mois
Article 1.3	Rebouchage des points de prélèvements hors service	Inspection des installations classées	1 an

Article 3.3 paragraphe 3	Codes BSS des piézomètres (après leur réalisation)	Inspection des installations classées	15 mois
Article 3.2 paragraphe 2, article 1.4 et 1.5	Résultats d'analyse des eaux souterraines, objectifs de suivi des eaux souterraines et valeurs seuils et mesures en cas de dépassements des valeurs seuils.	Inspection des installations classées	1 an
Article 1.6	Résultats d'analyse des eaux souterraines	Inspection des installations classées	A minima semestrielle et dans le mois suivant l'analyse
Article 3.4	Projet de servitudes d'utilité publique	Préfet de Loir-et-Cher	1 an
Article 4	Rapport de contrôle et d'exécution de remise en état de la décharge	Préfet de Loir-et-Cher	1 an
Article 1.7	Bilan quadriennal	Inspection des installations classées	Tous les 4 ans, dans les 3 mois suivants l'achèvement de la période de suivi

Article 6 : Contrôle des milieux

Dans le cas où un impact serait constaté sur les milieux, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir met en œuvre un programme de surveillance des milieux dans un délai de 3 mois suivant ce constat. Pour chacun des milieux surveillés, le choix des paramètres et fréquences d'analyses est préalablement soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Déclaration d'accident ou d'incident

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir est tenue à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait de la réhabilitation de la décharge qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 8 : Information des riverains

Le maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir informe les propriétaires des puits impactés par la pollution des eaux souterraines des résultats de surveillance de la qualité des eaux de leur puits, des investigations en cours et de leurs résultats.

Article 9 : Prescriptions complémentaires

Des prescriptions complémentaires pourront être imposées, s'il apparaissait que les études, investigations et travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Article 10 : Mesures d'urgence

Les dispositions précédentes ne préjugent en rien de celles qui doivent éventuellement être prises par la municipalité de Montoire-sur-le-Loir en urgence, en cas de découverte de pollution majeure. Dans un tel cas, l'inspection des installations classées sera informée dans les meilleurs délais.

Article 11 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de la municipalité de Montoire-sur-le-Loir.

Article 12 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.541-3 du code de l'environnement.

Article 13 : Notification

Le présent arrêté sera notifié au maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir par voie postale et affiché pendant un mois à la mairie de Montoire-sur-le-Loir, qui devra justifier de cette formalité au Préfet..

Copies conformes seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre.

Article 14 : Publicité

Un avis est inséré par les soins du préfet de Loir-et-Cher aux frais de la mairie de Montoire-sur-le-Loir, dans 2 journaux d'annonces légales du département.

Article 15 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa notification à la commune de Montoire-sur-le-Loir.

Article 16 : Application

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Loir-et-Cher, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre, le maire de la commune de Montoire-sur-le-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le 28 SEP. 2010



Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général.

Philippe Le Moing



LE MOING-SURZUR
Pour copie
certifiée conforme
à l'original

MAIRIE DE MONTTOIRE-SUR-LE LOIR (41)

Prescriptions techniques

Vu pour être annexé à mon arrêté
du :28 SEP. 2010
Le PréfetPour être
annexée conforme
à l'original**Annexe I de l'arrêté préfectoral n°2010-271-15 du 28 septembre 2010****Article I.1. Contrôle et suivi des eaux souterraines**

La commune de Monttoire-sur-le-Loir est tenue d'assurer un contrôle de la qualité des eaux souterraines au droit et dans l'environnement de l'ancienne décharge communale, en application de l'article 3.1 du présent arrêté, cette surveillance respecte les dispositions des articles I.2 à I.10 ci-dessous.

Article I.2. Conception du réseau de forage

Le nombre de points de prélèvement des réseaux de surveillance des eaux souterraines et leurs emplacements sont choisis en accord avec l'inspection des installations classées, à partir des conclusions de l'étude de caractérisation de la pollution et d'une étude hydrogéologique complémentaire. Les forages sont conçus et réalisés selon la norme AFNOR FDX-31-614.

Article I.3. Points de prélèvements

Les prélèvements d'eaux souterraines à analyser et les relevés des niveaux piézométriques sont effectués dans tous les ouvrages des réseaux de surveillance des eaux souterraines prévus à l'article 3.3 du présent arrêté.

Les ouvrages existants à la date de signature du présent arrêté et non utilisés pour la surveillance qualitative des eaux souterraines sont entretenus et maintenus en bon état. Les relevés des niveaux piézométriques sont également effectués sur ces ouvrages.

Les ouvrages existants ne permettant plus de prélever les eaux souterraines ni de faire de relevé des niveaux piézométriques à la date de signature du présent arrêté sont rebouchés selon les normes en vigueur dans un délai de 1 an à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article I.4. Analyses

1. La commune Monttoire-sur-le-Loir procède à une fréquence bisannuelle, en période de hautes et basses eaux, au relevé du niveau d'eau piézométrique et au prélèvement d'un échantillon de la nappe souterraine prélevé dans chacun des ouvrages selon la norme AFNOR FDX-31-615 et à son analyse selon les normes en vigueur.

2. Les analyses des eaux prélevées sur l'ensemble des piézomètres sont réalisées par un laboratoire agréé et portent sur les paramètres ci-dessous. Le ou les sens d'écoulement de la nappe est ou sont établi(s) au regard des relevés réalisés sur chaque ouvrage.

PARAMETRES	FREQUENCES
------------	------------

Conductivité ; température ; pH ; rh et oxygène dissous.	Bisannuelle en période de basses et hautes eaux
Azote kjeldahl	
DCO	
Métaux : Fer, manganèse et nickel.	
Ammonium, nitrites, nitrates, sulfates, chlorures	
Hydrocarbures totaux	Tous les 4 ans en période de basses et hautes eaux, dans la dernière année du bilan quadriennal.
BTEX	

Article I.4.Objectif

Pour chaque point de prélèvement et pour chaque substance analysée, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir définit des objectifs à atteindre en termes de qualité des eaux souterraines.

Article I.5.Déclencheurs d'actions

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir définit des valeurs seuils, d'alerte et de déclenchement (seuils d'alerte et de déclenchement) pour tous les piézomètres situés en aval hydraulique du site et pour chaque type de polluant recherché. La municipalité de Montoire-sur-le-Loir définit les actions à mettre en œuvre en cas de dépassement d'une de ces valeurs.

- Le seuil d'alerte est défini par rapport à la qualité initiale des eaux souterraines. Le dépassement de ce seuil entraîne un renforcement de la surveillance ;
- Le seuil de déclenchement est défini par rapport aux critères de qualité applicables aux eaux souterraines. Le dépassement de ce seuil entraîne des investigations complémentaires et des actions correctives.

Les valeurs seuils et les actions mises en œuvre en cas de dépassement de ces dernières sont transmises à l'inspection des installations classées.

Article I.6.Restitution de chaque rapport d'analyse des eaux souterraines

1. Un rapport contenant les résultats d'analyses est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réception. La comparaison des valeurs mesurées est effectuée conformément aux dispositions de l'article 3-1-4 (critères de gestion du risque) de la circulaire du 08 février 2007, relative à la prévention de la pollution des sols pollués- modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués. Les résultats sont interprétés et les anomalies constatées sont mises en évidence et font l'objet d'un commentaire par la municipalité de Montoire-sur-le-Loir.

2. Le rapport doit présenter le modèle de fonctionnement du site en soulignant les points clés qui doivent être vérifiés par la surveillance.

3. Le rapport doit présenter le dispositif de surveillance (réseau de forage, cibles à protéger, le ou les sens d'écoulement de la nappe,...) ;

4. Pour chaque piézomètre, les résultats d'analyse sont comparés sous forme de graphiques avec les objectifs fixés de qualité des eaux souterraines. Les seuils d'alerte et de déclenchement sont intégrés aux graphiques pour les piézomètres aval sur site et hors site.

Article I.7.Bilan quadriennal

1. Un bilan de surveillance des milieux est réalisé par la municipalité de Montoire-sur-le-Loir tous les 4 ans à compter de la notification du présent arrêté puis transmis à l'inspection des installations classées et au plus tard 3 mois après l'achèvement de cette surveillance. Ce rapport doit faire apparaître l'évolution de la qualité des milieux avec tous les éléments d'appréciation.

2. Ce rapport quadriennal comprend a minima les parties suivantes :

- Rappel des objectifs de qualité des eaux souterraines, du contexte et des objectifs du dispositif de la surveillance des eaux souterraines (modèle de fonctionnement) ;
- Présentation des résultats de la surveillance ;
- Comparaison des résultats aux prévisions du modèle de fonctionnement ;
- Mise en perspective des résultats ;
- Réflexion sur l'adaptation du dispositif de surveillance ;
- Conclusion.

Article I.8. Protection des piézomètres

La municipalité de Montoire-sur-le-Loir veille à s'assurer de la non communication des nappes. Elle réalise la surveillance et l'entretien des ouvrages de sorte que ces derniers ne puissent être à l'origine d'introduction de pollution depuis la surface vers les eaux souterraines. Les ouvrages sont protégés des éventuels déversements en surface par des dispositifs adaptés ; ils sont protégés efficacement pour éviter tout risque de pollution par infiltration d'eaux de ruissellement et de chocs en surface ; ils seront régulièrement entretenus.

Article I.9. Abandon des piézomètres

En cas d'abandon des piézomètres, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir procède au bouchage des forages selon les normes en vigueur et en informe préalablement, l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation.

Article I.10. Évolution

1. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par la municipalité de Montoire-sur-le-Loir et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures précisées au paragraphe 2 du présent article sont mises en œuvre.

2. Dans le cas où une dégradation significative de la qualité des milieux est observée, la municipalité de Montoire-sur-le-Loir en informe sans délai le préfet de Loir et Cher, et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. La municipalité de Montoire-sur-le-Loir adresse, à une fréquence déterminée par le préfet de Loir et Cher, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

3. En cas de détérioration significative de la qualité des milieux susceptible d'avoir un impact sur la santé humaine, des prescriptions techniques complémentaires pourront être prises par voie d'arrêté préfectoral.

4. Le contrôle qualitatif des eaux souterraines pourra être arrêté ou modifié en accord avec l'inspection des installations classées, en fonction des résultats d'analyses à la fin des travaux de réhabilitation.